
Déclaration des femmes contre le REDD et les marchés du carbone

Plus de 50 organisations, mouvements et communautés du monde entier se sont unis pour soutenir la Déclaration des femmes contre le REDD et les marchés du carbone. Le texte a été rédigé collectivement par des femmes autochtones, paysannes et afrodescendantes de divers pays d'Amérique latine, réunies lors de la « Rencontre des femmes qui résistent aux marchés du carbone et luttent pour la défense de leurs territoires », qui s'est tenue sur le territoire des Ka'apor, dans l'Alto Turiaçu, en Amazonie brésilienne, en septembre 2025.

Vous trouverez ci-dessous le texte intégral de la déclaration et la liste des organisations signataires.

NON à REDD+ :

Déclaration de la Rencontre des femmes résistant aux marchés du carbone et luttant pour la défense de leurs territoires

Territoire de l'Alto Turiaçu du peuple Ka'apor, Brésil, septembre 2025

Des femmes qui élèvent la voix, sèment le courage et arrosent la terre de leur résistance.

Nous sommes de puissantes racines qui soutiennent la vie, des gardiennes de la mémoire et de l'espérance.

Chaque pas est un cri de liberté. Que le lien qui nous unit soit toujours notre plus grande arme contre l'injustice.

Nous continuons côte à côte, le poing levé, à défendre la terre, l'eau, la vie et la dignité de nos peuples.

Nous, femmes défenseuses de territoires collectifs de différents pays d'Amérique latine, réunies sur le territoire autochtone de l'Alto Turiaçu – dans le village d'Ararorenda du peuple Ka'apor – dans l'État du Maranhão, au Brésil, du 9 au 12 septembre 2025, exprimons ici notre position sur les marchés du carbone et les mécanismes de Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), qui menacent nos territoires.

Considérant que :

1. Nos territoires et nos forêts ont été entretenus et protégés depuis l'Antiquité par nos aïeux et nos aïeules, et nous continuons à les protéger de toutes les menaces que nous imposent les gouvernements et les sociétés privées.
2. Les gouvernements ouvrent désormais la porte au commerce des crédits carbone, attribuant un prix à nos territoires et à nos forêts.
3. Nos territoires sont sacrés, et nous ne donnons pas de prix à ce qui nous donne la vie.
4. Les gouvernements et les sociétés qui prétendent protéger les forêts et réduire la pollution grâce aux crédits carbone et à REDD+ permettent en réalité, à travers la logique des compensations,

l'expansion et la légitimation du pillage associé à l'exploitation minière, à l'exploitation des hydrocarbures, à l'agrobusiness (comme l'élevage et les plantations), aux projets d'infrastructures, à l'exploitation forestière et à d'autres industries. Ils signent des contrats à long terme qui nous privent de l'accès à nos territoires, à l'eau, à la nourriture et aux plantes médicinales dont dépendent nos familles et nos communautés.

C'est pourquoi, s'ils veulent réellement réduire la pollution, la déforestation et la dégradation des forêts, nous réitérons ce que nous ne cessons de réclamer à nos gouvernements et aux sociétés :

1. Arrêtez de polluer les rivières par l'exploitation minière, arrêtez d'abattre les forêts pour vos activités extractives sur nos territoires et dans nos zones protégées, et arrêtez de nous traiter comme si nous étions une menace et une cause de déforestation.

2. Laissez les forêts dégradées par les activités extractives se régénérer naturellement, afin de réduire réellement la pollution.

3. Garantisiez des processus équitables d'indemnisation, de restauration et de réparation pour nos peuples, nos communautés et nos territoires historiquement affectés par l'extractivisme – qu'il soit le fait de capitalistes ou de gouvernements développementalistes qui se présentent comme de gauche.

4. Arrêtez de mettre un prix sur la nature et de profiter de la vie de nos peuples et de tous les êtres vivants qui ont besoin des forêts et de l'eau pour vivre ; car sans forêts gratuites, nous ne pouvons pas vivre.

5. Arrêtez de nous tromper avec des contrats, des politiques et des projets REDD+, des crédits carbone et d'autres « solutions vertes », des solutions fondées sur la nature, etc. Arrêtez de dire que vous protégez ce que nous protégeons déjà, alors que vous continuez à polluer, déforester et commercialiser nos territoires partout dans le monde.

6. Respectez le principe du consentement libre, préalable et informé, de bonne foi, en respectant nos propres procédures de consultation, sans nous diviser ni corrompre les organisations afin d'imposer des projets étrangers à nos communautés.

7. Garantisiez des droits territoriaux à ceux qui protègent efficacement les territoires. Encouragez la régularisation foncière sur tous nos territoires, par la démarcation et l'homologation des terres autochtones ; l'attribution de titres fonciers aux communautés *quilombolas* ; (1) la réforme agraire pour les paysans vivant dans des villages collectifs ; et la reconnaissance des territoires à usage commun – entre autres mesures nécessaires au respect de nos droits.

8. Renforcez les territoires déjà titulaires de droits, mais qui, néanmoins, sont encore confrontés à des conflits avec des sociétés agro-industrielles, pétrolières et minières. Veillez au départ de ces activités et garantisiez l'accès aux autres droits fondamentaux qui permettent pleinement aux populations de rester, de produire et de reproduire la vie sur le territoire.

Enfin, nous continuons d'affirmer que REDD+ n'est pas une solution. C'est une proposition trompeuse et illusoire, car il s'agit d'un business qui met un prix sur la nature – dont profitent des intermédiaires, tandis que les sociétés et les gouvernements continuent de polluer. Pendant ce temps, nous sommes dépossédées de nos territoires, qui sont notre vie.

Pour toutes ces raisons, nous, femmes défenseuses des territoires, exprimons notre rejet catégorique de toutes les formes de REDD+, et nous déclarons prêtes à lutter pour défendre nos vies !

STOP À REDD+ !

(1) Les communautés *quilombolas* sont des communautés noires constituées d'un groupe ethnico-racial, avec leur propre identité culturelle et une trajectoire historique particulière qui découle de leur résistance à l'esclavage et à l'oppression.

SIGNATAIRES :

- Tuxa Ta Pame - Conselho de Gestão Ka'apor, Brésil
- Jumu'eha Renda Keruhu - Centro de Formação Saberes Ka'apor, Brésil
- Coordinadora Nacional de Defensa de Territorios Indígenas Originarios Campesinos y Áreas Protegidas (CONTIOCAP) - Bolivie
- Comité Defensor de la Vida Amazónica en la cuenca del Río Madera (COMVIDA) - Bolivie
- Organización Comunal de la Mujer Amazónica (OCMA) - Bolivie
- Associação das Mulheres Munduruku Wakoborun - Brésil
- Tejido Unuma De La Orinoquia - Colombie
- Red de Mujeres Indígenas Tejiendo Resistencias - Pérou
- Associação dos moradores do Baixo Riozinho e Entorno (ASMOBRI) - Brésil
- Aty Ñeychyrõ - Argentine
- Associação dos Moradores Agroextrativistas do Assentamento Acutipereira (ASMOGA) - Brésil
- Associação dos Moradores Agroextrativistas do Assentamento Acutipereira (ASMOGA) - Brésil
- Associação Indígena Extrativista Da Aldeia Akamassyron Surui Aikewara - Brésil
- Associação dos Pescadores São José de Icatu Quilombola - Brésil
- Coletivo de Mulheres Flor da Roça, Quilombo São José de Icatu - Brésil

Signatures de soutien :

1. Palm Oil Detectives, Aotearoa – New Zealand
2. ECOFAMAR, Argentina
3. BIOS Argentina, Argentina
4. ATTAC - Argentina - Cadtm, Argentina
5. Coletivo Campesino Amazônico de Pesquisadores e Pesquisadoras, Brasil
6. Instituto Conviva, Brasil
7. GeoEduQa, Brasil
8. Marcha Mundial das Mulheres, Brasil
9. Arandu - Rede Colaborativa de Pesquisa Povos Indígenas, Gênero e Sexualidade, Brasil
10. Fórum Mudanças Climáticas e Justiça Socioambiental, Brasil
11. Centro de Estudos e Defesa do Negro do Pará - CEDENPA, Brasil
12. Conselho Indigenista Missionário (CIMI), Brasil
13. Associação de Favelas SJCampos SP, Brasil
14. Frade Capuchinho, Brasil
15. Articulação das Organizações e Povos Indígenas do Amazonas- APIAM, Brasil
16. Movimento Mulheres pela Paz na Palestina, Brasil
17. Aliança RECOs - Aliança de Redes de Cooperação Comunitária desde o Sul Global, Brasil
18. Comité Defensor de la Vida Amazonica en la Cuenca del Rio Madeira (COMVIDA), Brasil y Bolivia
19. Struggle to Economize Future Environment (SEFE), Cameroon

-
20. Réseau des Acteurs du Développement Durable (RADD), Cameroun
 21. IxofijMogen por Bosque Ancestral- Wekufe Forestales, Chile
 22. COECOCEIBA - Amigos de la Tierra Costa Rica, Costa Rica
 23. Acción Ecológica, Ecuador
 24. Maiouri Nature Guyane, French Guiana
 25. Coordination gegen BAYER-Gefahren, Germany
 26. Forum Ökologie & Papier, Germany
 27. Kaffeegarten-Ruhr / Essen, Germany
 28. Carbone Guinée, Guinea
 29. Mama Aleta Foundation, Indonesia
 30. Lembaga Bentang Alam Hijau, Indonesia
 31. Jaringan JAGA DECA, Indonesia
 32. Grail international, Kenya
 33. Oilwatch Africa, Kenya
 34. PUIC-UNAM oficina Oaxaca, México
 35. Red de Acción sobre Plaguicidas y Alternativas en México (RAPAM) A.C., México
 36. Otros Mundos Chiapas/Amigos de la Tierra México, México
 37. Look Green Care Foundation (LGCF), Nigeria
 38. No REDD in Africa Network, Nigeria
 39. Health of Mother Earth Foundation, Nigeria
 40. Association pour la Conservation et la Protection des Écosystèmes des Lacs et l'Agriculture Durable, RD Congo
 41. Forêts Communautaires Pour Le Développement Rural en Abrégé (FOCODER), RD Congo
 42. Association Paysanne pour la Réhabilitation et Protection des Pygmées (PREPPYG), RD Congo
 43. WLTP, South Africa
 44. The South African Food Sovereignty Campaign, South Africa
 45. Mouvement Pour le Socialisme, Suisse
 46. Ecopaper, Switzerland
 47. HEKS Swiss Church Aid, Switzerland
 48. Centre for Strategic Litigation, Tanzania
 49. Sustainable Holistic Development Foundation (SUHODE), Tanzania
 50. EcoNexus, UK
 51. The Corner House, UK
 52. Winnemem Wintu Tribe, United States
 53. North American Climate, Conservation and Environment(NACCE), United States
 54. Colectivo Raíces y Saberes, Venezuela
 55. World Rainforest Movement, International